

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SITUATION DE L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 30 avril 2019

Après plusieurs trimestres de recul, les indicateurs économiques de la région montrent des signes d'amélioration. En particulier, l'emploi salarié est stable au quatrième trimestre après deux trimestres de baisse et le taux de chômage diminue. Cependant, l'emploi intérimaire et le recours à l'intérim des établissements de la région continuent de reculer. Les perspectives nationales et régionales sont bien orientées.

### ► ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

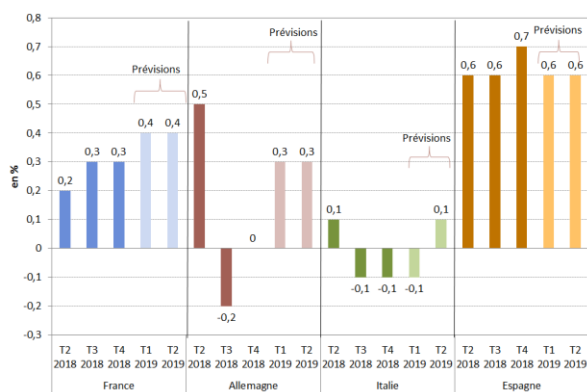
#### INTERNATIONAL : ESSOUFFLEMENT DE LA VIGUEUR AMÉRICAINE ET MOROSITÉ EUROPÉENNE

1

L'activité dans les pays de la zone euro est peu dynamique au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. En particulier, l'économie allemande stagne et évite de justesse la récession technique (+0,0 % au quatrième trimestre après -0,2 %) en raison des difficultés d'adaptation de la production automobile allemande à la nouvelle norme antipollution entrée en vigueur en septembre. L'Italie entre en récession (-0,1 % comme au troisième trimestre), du fait d'une consommation atone. La France a conservé un rythme de croissance modéré (+0,3 % à l'automne comme à l'été), alors que celui de l'Espagne est demeuré dynamique (+0,7 % après +0,6 %), soutenu par la consommation publique et les exportations.

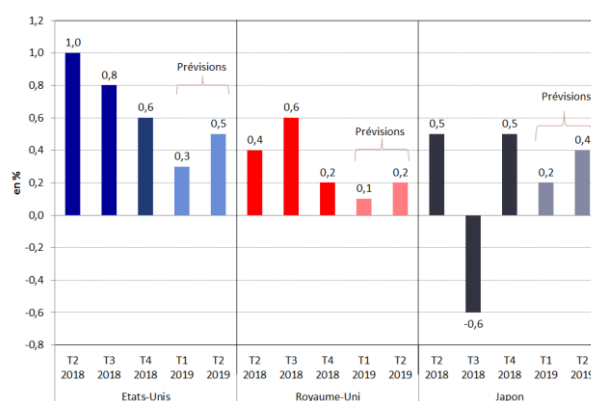
L'activité américaine reste vigoureuse mais elle ralentit par rapport aux trimestres précédents, les effets des mesures de soutien à la demande des ménages et des entreprises commençant à s'estomper. Au Japon, l'économie a quelque peu rebondi. La croissance du Royaume-Uni continue d'être pénalisée par le recul depuis un an de l'investissement des entreprises.

Évolutions du PIB et prévisions de croissance dans la Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions du PIB et prévisions de croissance pour les principaux partenaires de la France hors Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

## TENDANCES NATIONALES

- **L'activité continue de progresser au 4<sup>e</sup> trimestre<sup>2</sup>** : Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, l'activité française augmente au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3 %). Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance a ralenti par rapport à 2017 : +1,6 % après +2,3 %. Ce trimestre, la consommation des ménages stagne et l'investissement progresse. Les échanges extérieurs tirent la croissance.
- **Le climat des affaires se stabilise<sup>3</sup>** : Après avoir reculé tout au long de l'année 2018, le climat des affaires se redresse depuis début 2019 et se stabilise en avril. Il demeure ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période. Il est stable dans les services et augmente dans le commerce de détail. Il se replie dans l'industrie manufacturière et le bâtiment.
- **Le climat de l'emploi recule modérément<sup>3</sup>** : En avril 2019, le climat de l'emploi recule légèrement après avoir progressé durant les trois premiers mois de l'année. Il se maintient à un niveau élevé. Cette dégradation provient essentiellement de la baisse du solde d'opinion relatif à l'emploi prévu dans les services hors agences d'intérim.
- **Une croissance modérée de l'emploi salarié au 4<sup>e</sup> trimestre 2018<sup>4</sup>** : Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, les créations nettes d'emploi salarié atteignent +53 600, soit +0,2 % après +0,1 % au trimestre précédent. L'emploi salarié est quasi stable dans la fonction publique (+2 800), et augmente plus fortement dans le privé (+50 700). Sur un an, il s'accroît de 149 600 (soit +0,6 %) : +160 300 dans le privé et -10 700 dans la fonction publique. L'emploi augmente légèrement dans l'industrie et continue de croître solidement dans la construction. Il progresse dans les services marchands malgré un repli de l'intérim.
- **taux de chômage baisse au 4<sup>e</sup> trimestre 2018<sup>5</sup>** : en France (hors Mayotte), le **taux de chômage au sens du BIT** diminue de 0,3 point par rapport au trimestre précédent et s'établit à 8,8 % de la population active. Il s'agit de son plus bas niveau depuis début 2009. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 3,4 % de la population active. Il est stable par rapport au trimestre précédent et diminue de 0,3 point sur un an.

### PRINCIPALES PERSPECTIVES<sup>1</sup>

- Au sein de la Zone Euro, l'activité dans l'industrie et les services continue de se dégrader, la croissance économique y serait ainsi modérée : environ 0,3 % par trimestre d'ici la mi-2019. De plus, des tensions protectionnistes pèseraient sur le commerce mondial. Dans ce contexte, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, pourrait tirer, au moins ponctuellement, son épingle du jeu, à 0,4 % de croissance par trimestre. L'acquis de croissance du PIB français pour 2019 serait de 1,1 % à la mi-année. L'économie française serait donc surtout soutenue par la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, qui pourrait profiter de l'apport ponctuel de trésorerie associé à la transformation du CICE en baisse pérenne de coût salarial.
- L'emploi conserverait un rythme modéré (85 000 créations nettes au premier semestre 2019) et le chômage diminuerait ainsi peu (8,7 % à la mi-2019).

<sup>1</sup> Note de conjoncture de mars 2019, Insee.

<sup>2</sup> Insee, Comptes nationaux trimestriels, Informations rapides, mars 2019.

<sup>3</sup> Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, Informations rapides, avril 2019.

<sup>4</sup> Insee, Emploi salarié – 4<sup>e</sup> trimestre 2018, Informations Rapides, mars 2019.

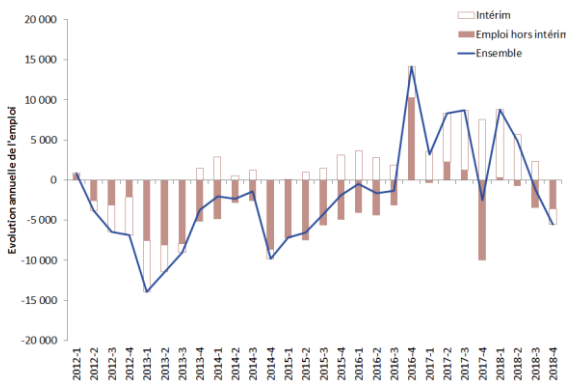
<sup>5</sup> Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) – 4<sup>e</sup> trimestre 2018 – mars 2019.

L'EMPLOI SALARIÉ SE STABILISE AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE

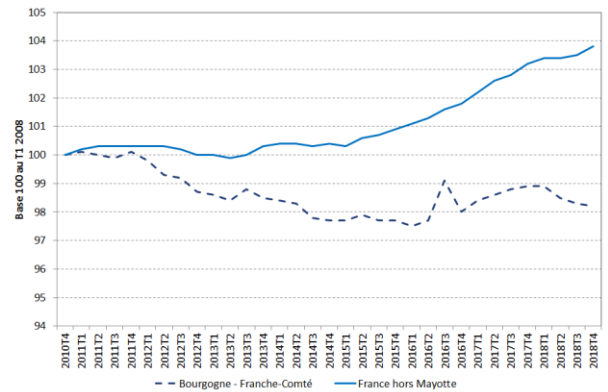
L'emploi salarié total (privé et public) est quasi stable au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté. En France, il augmente modérément (+0,2 %). Dans la fonction publique, l'emploi salarié repart légèrement (+0,1 %) après plusieurs trimestres de repli. Au niveau national, il est stable. Dans le privé, l'emploi salarié baisse encore légèrement en Bourgogne-Franche-Comté (-0,1 %, soit 590 emplois détruits) alors qu'il augmente en France (+0,3 %). Sur un an, l'emploi salarié recule (-0,7 %) dans la région tandis qu'il augmente de 0,6 % au niveau national.

L'emploi salarié total progresse dans la moitié des départements de la région. Il augmente de 0,3 % en Côte-d'Or et dans le Territoire de Belfort. En Côte d'Or, l'emploi progresse dans l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier dans l'intérim. La progression de l'emploi dans le Territoire de Belfort est soutenue par les hausses d'effectifs enregistrés dans le commerce, les services non marchands et l'intérim. L'emploi salarié progresse plus modérément en Haute-Saône et dans le Doubs (respectivement +0,2 % et +0,1 %), porté principalement par les services marchands hors intérim. Il est stable dans la Nièvre et le Jura. L'emploi se replie en Saône-et-Loire et dans l'Yonne, les effectifs se repliant dans l'industrie et l'intérim.

Évolution de l'emploi salarié total (privé et public) en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE



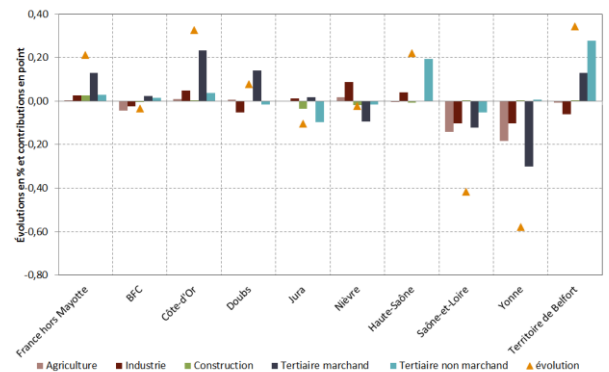
Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions de l'emploi salarié dans la région

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	4e trim. 2017	3e trim. 2018	4e trim. 2018	trimestrielle	annuelle
Côte-d'Or	214	213	214	0,3	0,0
Doubs	197	195	196	0,1	-1,0
Jura	86	85	85	-0,1	-0,8
Nièvre	66	65	65	0,0	-0,8
Haute-Saône	67	66	66	0,2	-0,9
Saône-et-Loire	184	184	183	-0,4	-0,5
Yonne	110	109	109	-0,6	-1,0
Territoire de Belfort	52	51	51	0,3	-1,7
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>975</b>	<b>969</b>	<b>969</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,7</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>25 096</b>	<b>25 192</b>	<b>25 245</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi.

Contribution des secteurs à l'évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

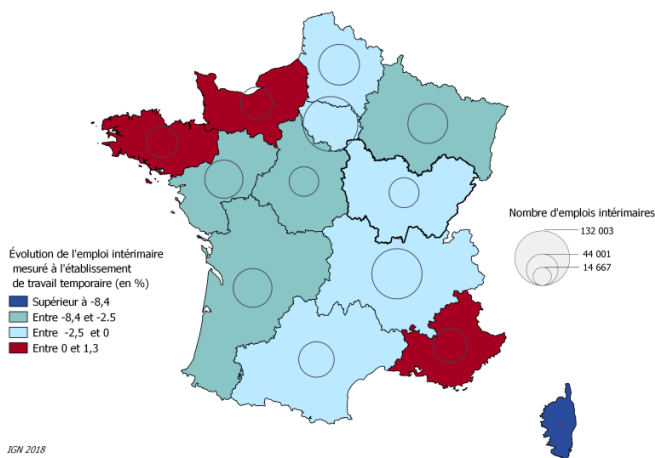
## LE TERTIAIRE MARCHAND AUGMENTE LÉGÈREMENT MALGRÉ LE REPLI DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE

Au 4e trimestre 2018, les effectifs salariés augmentent légèrement dans le tertiaire marchand (+0,1 %). L'emploi progresse dans les services marchands hors intérim (+0,3 %) et le commerce (+0,1 %).

Avec près de 39 000 intérimaires comptabilisés fin décembre 2018 dans les entreprises de travail temporaire de la région (cf. *Encadré Mesurer l'intérim p11*), l'emploi intérimaire reste à un niveau élevé. Au 4e trimestre 2018, l'emploi intérimaire recule de nouveau mais moins fortement qu'au 3e trimestre (-1,5 % après -4,9 %). Cette baisse est comparable au niveau national (-1,5 %). Alors qu'il baissait dans tous les départements aux deux trimestres précédents, l'emploi intérimaire se redresse fin 2018 en Côte-d'Or (+3,1 %), dans le Territoire de Belfort (+1,2 %) et se stabilise dans le Doubs. En revanche, il continue de reculer dans les autres départements : de -2,6 % dans la Nièvre à -5,8 % dans le Jura.

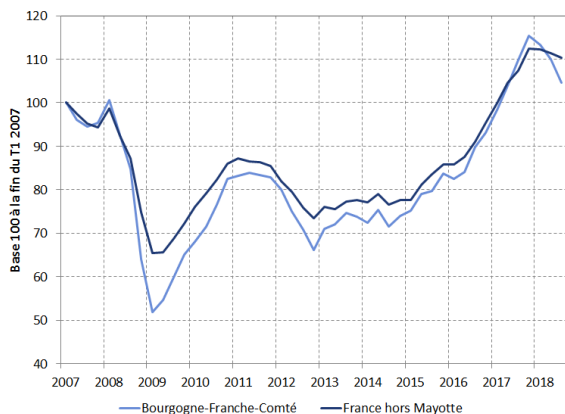
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France<sup>6</sup>, le climat des affaires augmente légèrement en mars 2019 dans les services marchands. L'activité a progressé tiré par le secteur de la restauration et l'ingénierie. Les effectifs progressent. Par ailleurs, les perspectives sont bien orientées.

Évolution de l'emploi intérimaire dans les régions de France métropolitaine



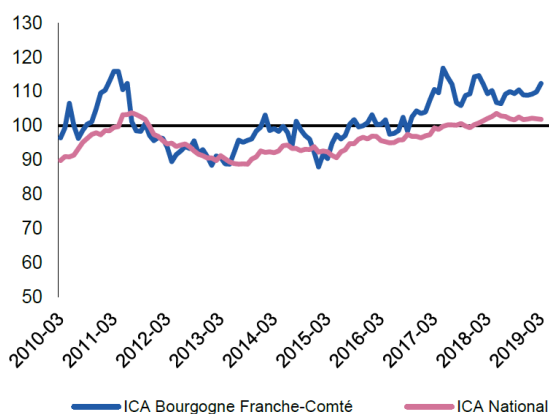
Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese Directrice Bourgogne-Franche-Comté.

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

Climat des affaires dans les services marchands



Source : Banque de France

<sup>6</sup> Tendances régionales, Banque de France, mars 2019.

## MOROSITÉ DANS LA CONSTRUCTION

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le repli de l'emploi dans le secteur de la construction ralentit (-0,1 % après -0,2 %).

D'après les statistiques sur la construction de logements, publiées par la DREAL<sup>7</sup>, le nombre de logements autorisés baisse de 10 % entre février 2018 et janvier 2019, pour atteindre 11 470 logements. Ce recul est plus prononcé dans la région qu'au niveau national (-7 %).

Le repli des autorisations concerne à la fois le secteur collectif et le secteur pavillonnaire (environ -10 % chacun). La Côte-d'Or concentre l'essentiel du repli des autorisations de la région. Elles y diminuent de 22 % après avoir atteint un niveau particulièrement élevé un an auparavant. Les autorisations reculent également dans l'Yonne (-36 %), en Haute-Saône (-13 %) et dans le Doubs (-7 %). Le nombre de logements autorisés est stable en Saône-et-Loire et dans le Jura. Il croît de 19 % dans la Nièvre et de 30 % dans le Territoire de Belfort.

Dans la région, les mises en chantier de logements progressent (+2,0 %) alors qu'elles diminuent au niveau national (-5 %). Les mises en chantier de logements collectifs ou en résidence augmentent fortement (+12 %) tandis que celles des pavillons reculent (-6 %).

La croissance des mises en chantier de la région est portée principalement par l'augmentation des mises en chantiers observée en Côte-d'Or (+11 %) et dans le Territoire de Belfort (+34 %). Elles sont stables dans le Jura, en Saône-et-Loire et dans le Doubs. Le nombre de logements commencés baissent dans les autres départements : de -13 % en Haute-Saône à -40 % dans la Nièvre où le niveau de l'an passé était particulièrement élevé.

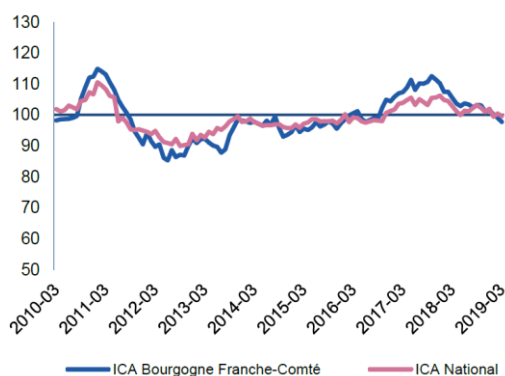
5

## INDUSTRIE : VERS UNE STABILISATION DE L'EMPLOI

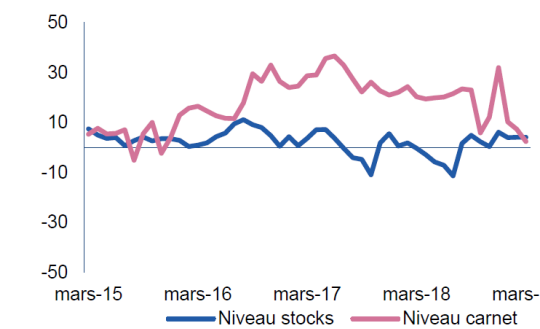
Les pertes d'emploi dans le secteur de l'industrie ralentissent ce trimestre : -0,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre, soit 240 emplois.

D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France<sup>6</sup>, le climat des affaires se replie de nouveau en mars 2019. Pour autant, la production industrielle a progressé. Les carnets de commandes se sont dégradés depuis le début de l'année et les perspectives sont prudentes.

Climat des affaires dans l'industrie



Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie (en solde d'opinions CVS)



<sup>7</sup> Observation et statistiques : La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté, DREAL Bourgogne Franche Comté, mars 2019.



### **Une année 2018 favorable à la production de vins mais défavorable aux fourrages et aux cultures**

L'année 2018 apparaît comme l'année du renouveau pour les vins avec de très beaux volumes ainsi qu'une belle qualité de raisin. L'état sanitaire est resté bon tout au long du cycle végétatif. L'été chaud et sec suivi de pluies juste avant les vendanges a permis aux nombreuses baies de gonfler. Si l'Yonne et le Jura enregistrent des records de production de vins par rapport à la moyenne quinquennale, les autres départements ne sont pas en reste. Dans ce contexte d'une offre abondante, les cours des vins en vrac sont majoritairement à la baisse pour l'ensemble des appellations. Ainsi, le prix du Bourgogne Aligoté diminue de 21 % tandis que le Bourgogne rouge est en baisse de 7 %. Au cumul des 11 premiers mois de l'année 2018, les exportations de vins de Bourgogne sont en hausse. Cette progression profite principalement aux appellations régionales.

#### *Un bilan en demie teinte pour les rendements des cultures mais des prix en hausse*

La campagne culturale 2017-2018 est marquée par un hiver doux, un printemps pluvieux et une sécheresse estivale qui se prolonge jusqu'à l'automne. Les semis d'automne se réalisent dans de bonnes conditions mais en janvier, l'abondance des pluies cause des dégâts au niveau des racines dans des parcelles gorgées d'eau. Un nouvel épisode de pluviométrie élevée au printemps impacte la structure des sols. Ensuite, la sécheresse à partir de mai accélère la senescence des cultures d'automne (colza, blé et orge) et provoque un stress hydrique marqué pour les cultures d'été (maïs, soja). Finalement les rendements se situent en dessous de la moyenne quinquennale. La sécheresse très marquée en Russie et au centre et est de l'Europe provoque une hausse des prix du blé et de l'orge dès le début du mois de juillet qui se prolonge jusqu'en fin d'année. Le prix du colza est également plus élevé qu'en 2017 en lien avec la baisse de la production européenne.

#### *Le prix du lait en hausse et la production de Comté en baisse*

Si en début d'année, les livraisons de lait dans notre région progressent par rapport à 2017, elles connaissent une baisse à partir de septembre qui s'accroît en octobre et novembre à - 6%. En effet, les éleveurs ont abattu des vaches laitières pour adapter la taille de leur troupeau aux stocks de fourrages fortement pénalisés par la sécheresse. En outre, les foins réalisés après un printemps humide n'ont pas la qualité de ceux de 2017. Le prix du lait conventionnel atteint les 382 € les 1 000 litres en novembre, en progression régulière depuis le mois de juin. Le prix du lait AOP s'établit à plus de 580 € les 1 00 litres. Le recul des livraisons de lait régionales impacte surtout la production de pâtes pressées cuites. Ainsi, le Comté régresse de plus de 11 % par rapport à son niveau de l'an passé. Les fabrications de Morbier reculent de plus de 7 % alors que celles de Mont d'Or sont supérieures de 2,2 % par rapport à celles de l'an passé. Les fabrications de produits frais (crèmes, yaourts) n'ont pas connu de baisse depuis septembre 2017.

#### *Un marché équilibré pour les broutards mais les prix des bovins gras sont à la peine*

Le marché du brouillard tire son épingle du jeu en 2018. Cependant, les exportations sont en baisse de 3 % en cumul annuel. La diminution de l'offre est à rechercher du côté de la baisse de fertilité des vaches due à la sécheresse de printemps de 2017. Comme en 2017, le marché est généralement équilibré et les cours sont soutenus. La baisse saisonnière automnale se limite à 20 centimes. En conséquence, le cours du maigre se tient bien. À contrario, le bovin gras est à la peine toute l'année. Les cours approchent avec les valeurs les plus basses de ces dernières années. Le taurillon n'a jamais vraiment trouvé son marché et son prix s'érode pour finir proche de celui de 2016. De 4,13 €/kg de carcasse, prometteur, en janvier le prix du mâle viande U fléchit jusqu'à 3,82 €/kg suivi d'un léger rebond à 3,82 €/kg, 20 centimes en-dessous de 2017. La vache de réforme n'est pas plus demandée. La vache viande R commence l'année au plus bas, à près de 3,50 €/kg pour finir à 3,66 €/kg.

### L'EMPLOI FRONTALIER AUGMENTE AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2018

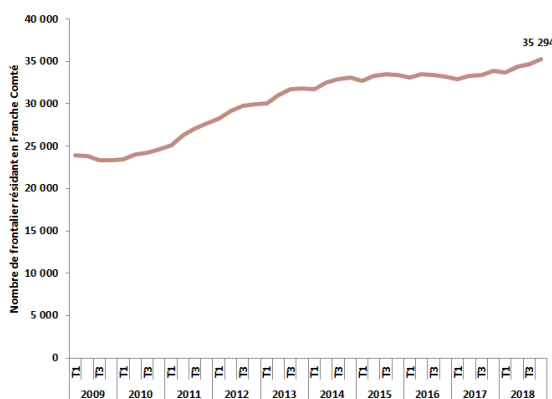
Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, l'emploi frontalier continue d'augmenter (+1,7 %). Sur un an, les effectifs progressent : +4,3 % soit près de 1 450 emplois. Les effectifs augmentent au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 dans le canton de Neuchâtel (+1,5 %), de Vaud (+1,7 %) et du Jura (+2,0 %).

La situation économique dans ces cantons est favorable, en particulier dans le canton de Neuchâtel. Dans le canton de Vaud, la conjoncture est solide et résiste à la dégradation de l'environnement conjoncturel international. La croissance économique progresserait en 2019 de 1,8 %, selon les dernières prévisions calculées par le CREA et publiées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), l'État de Vaud et la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI).

#### MEMENTO

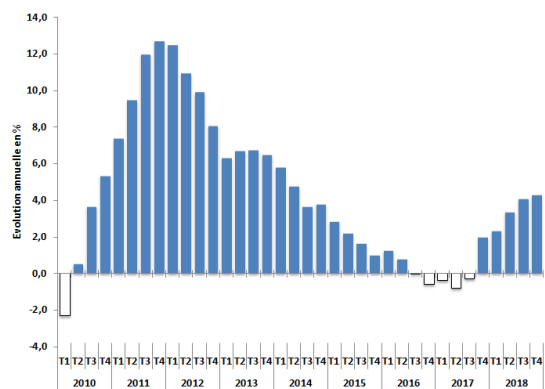
Environ 35 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte d'Or et en Saône-et-Loire.

Nombre de frontaliers en Bourgogne Franche Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Variation annuelle de l'emploi frontalier en Bourgogne - Franche-Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Lecture : au T4 2018, l'emploi frontalier a augmenté par rapport au T4 2017

## LE CHÔMAGE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

### LE CHÔMAGE DIMINUE

Le taux de chômage en Bourgogne-Franche-Comté baisse et s'établit ce trimestre à 7,5 % (-0,3 point). Le taux de chômage de la région reste plus faible qu'au niveau national (8,8 %). Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,2 point en Bourgogne-Franche-Comté comme en France.

Le taux de chômage diminue dans tous les départements de la région. Il se situe entre 6,3 % dans le Jura et 9,1 % dans le Territoire de Belfort.

### Taux de chômage par département

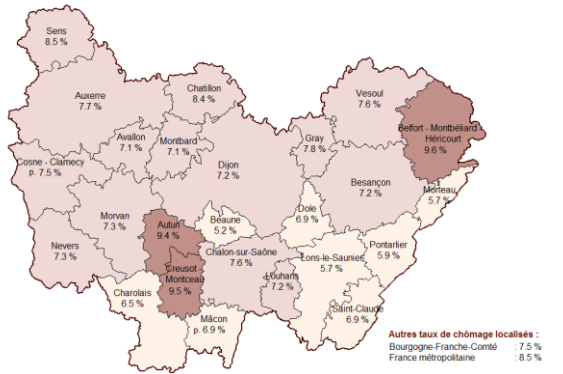
Départements	4e trim. 2017	3e trim. 2018	4e trim. 2018	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	7,2	7,4	7,0	↓	↓
Doubs	7,7	7,9	7,7	↓	↓
Jura	6,4	6,5	6,3	↓	↓
Nièvre	7,8	7,7	7,4	↓	↓
Haute-Saône	8,0	8,2	7,9	↓	↓
Saône et Loire	7,9	7,9	7,7	↓	↓
Yonne	8,3	8,3	7,9	↓	↓
Territoire de Belfort	8,6	9,5	9,1	↓	↑
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>7,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,5</b>	<b>↓</b>	<b>↓</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>9,0</b>	<b>9,1</b>	<b>8,8</b>	<b>↓</b>	<b>↓</b>

Source : INSEE, traitement Direccte Bourgogne Franche Comté, SESE

Source : Insee

Le taux de chômage diminue dans l'ensemble des zones d'emploi, à l'exception du Morvan où il est stable. Il diminue entre -0,6 point dans la zone d'emploi de Gray à -0,1 point dans celles de Chatillon et de Mâcon.

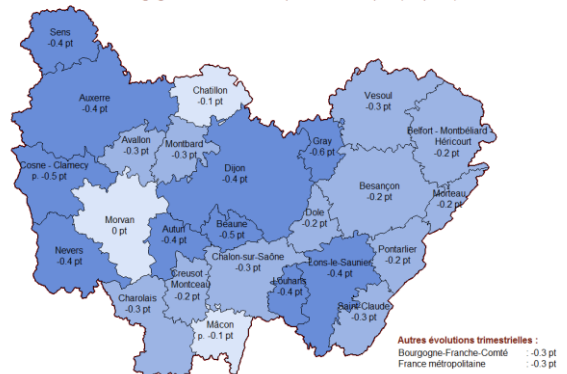
Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4ème trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(\*) pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté

Évolution trimestrielle du taux de chômage localisé (4T2018/3T2018) en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi (en point)



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(\*) pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté

### LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A DIMINUE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2019

La région compte 122 460 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Ce nombre diminue de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A baisse de 1,4 %. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,7 % au cours du trimestre et diminue de 1,5 % sur un an. En Bourgogne-Franche-Comté, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A recule particulièrement pour les 50 ans et plus.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse dans tous les départements à l'exception de la Haute-Saône et de la Saône-et-Loire.

Le nombre de demandeurs de catégories B augmente de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et de 0,7 % sur un an. Pour les catégories C, il progresse de 2,0 % ce trimestre et de 1,5 % sur un an. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, la demande d'emploi de longue durée diminue de 0,1 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 et progresse de 0,8 % sur un an. Elle représente 46,8 % des personnes en recherche d'emploi.

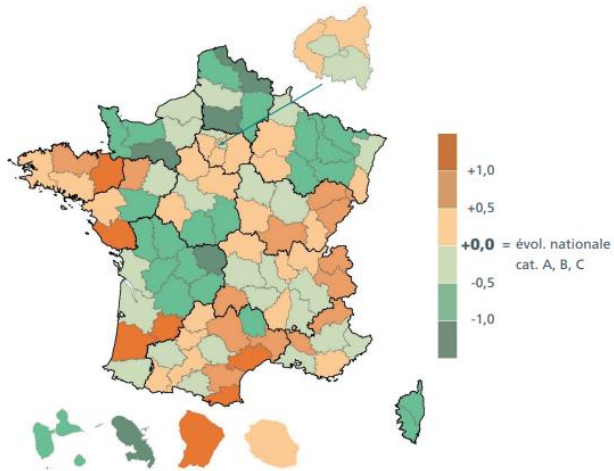


## Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

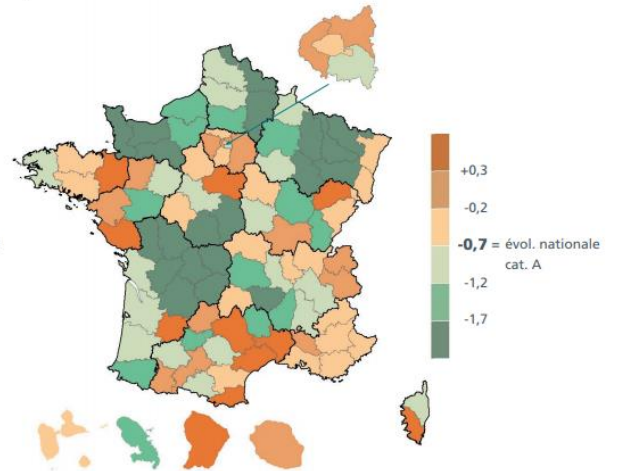
	1er trim. 2018	4e trim. 2018	1er trim. 2019	Variation trimestrielle		Variation annuelle	
<b>Demande d'emploi en fin de mois</b>							
catégorie A	124 240	123 110	122 460	✓	-0,5	✓	-1,4
Catégories B	29 530	29 400	29 740	✗	1,2	✗	0,7
Catégories C	62 290	62 020	63 230	✗	2,0	✗	1,5
Ensemble	216 060	214 530	215 440	✗	0,4	✓	-0,3
<b>Demande d'emploi des femmes</b>							
catégorie A	60 750	59 950	59 790	✓	-0,3	✓	-1,6
Ensemble	112 930	112 690	113 200	✗	0,5	✗	0,2
<b>Demande d'emploi des 15-24 ans</b>							
catégorie A	17 820	17 860	17 890	✗	0,2	✗	0,4
Ensemble	30 630	30 080	30 330	✗	0,8	✓	-1,0
<b>Demande d'emploi des 50 ans et plus</b>							
catégorie A	35 500	35 190	35 020	✓	-0,5	✓	-1,4
Ensemble	56 420	57 010	57 340	✗	0,6	✗	1,6
<b>Demande d'emploi de longue durée</b>							
nombre	100 130	101 080	100 930	✓	-0,1	✗	0,8
poids	46,3%	47,1%	46,8%	✗	0,1	✗	1,7

source: STMT Pole emploi DARES, données CVS, traitement Direccte Bourgogne Franche Comté, SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C au premier trimestre 2019 (en %)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au premier trimestre 2019 (en %)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données CVS-CJO.

LE RECOURS À L'INTÉRIM RECOULE PLUS MODÉRÉMENT

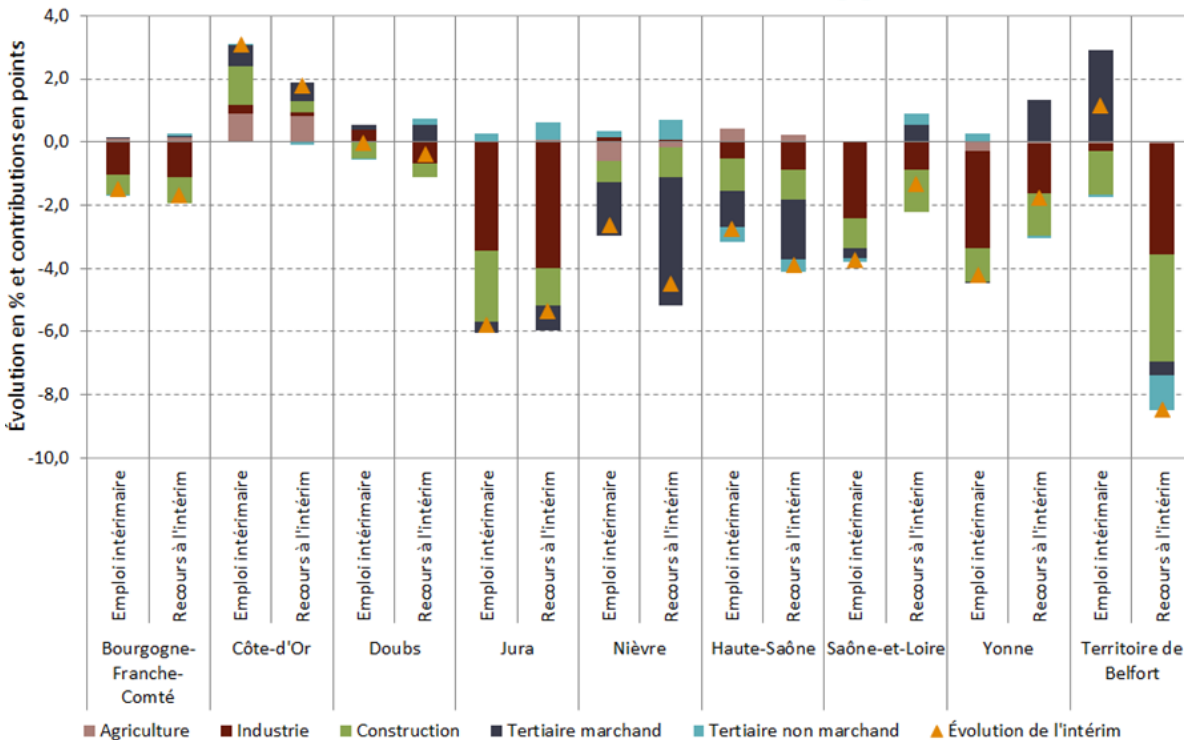
L'emploi intérimaire peut être mesuré de deux manières (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), à l'établissement de travail temporaire ou à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire l'établissement qui emploie l'intérimaire. Ce dernier concept, qualifié ici de recours à l'intérim, permet d'appréhender l'emploi intérimaire comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région.

Au 4e trimestre 2018, le recours à l'intérim continue de reculer mais sur un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (-1,7 % après -3,7 %). Cette baisse est comparable à celle de l'emploi intérimaire. Comme pour ce dernier, le recours à l'intérim baisse moins fortement ce trimestre qu'au précédent dans l'industrie (-2,0 % après -4,1 %) alors que ce recul est plus marqué dans la construction (-6,8 % après -2,4 %). Le recul dans l'industrie est principalement dû aux baisses de l'intérim dans la fabrication d'autres produits industriels.

L'évolution du recours à l'intérim est différente de celle de l'emploi intérimaire dans les départements de la région, à l'exception du Jura. En particulier dans le Territoire de Belfort, le recours à l'intérim se replie fortement (-8,5 %) en cette fin 2018 alors que l'emploi intérimaire mesuré à l'établissement de travail temporaire augmente (+1,5 %). Le rebond de l'emploi intérimaire dans le Territoire de Belfort ne résulte donc pas de la reprise économique des établissements du département. Le recours à l'intérim dans le Territoire de Belfort se replie nettement dans l'industrie, la construction et dans une moins mesure dans le tertiaire.

La Côte-d'Or est le seul département de la région où le recours à l'intérim progresse (+1,8 %) mais cette hausse est moins vigoureuse que celle de l'emploi intérimaire. La construction et dans une moindre mesure l'industrie sont moins dynamiques.

Contribution des secteurs d'activité à l'évolution de l'intérim en Bourgogne-Franche-Comté



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté.

Dans le Doubs, le recours à l'intérim recule légèrement (-0,4 %) alors que l'emploi intérimaire se stabilise. Le recours à l'intérim se replie dans la fabrication de matériel de transport et dans l'industrie agroalimentaire.

En Saône-et-Loire et dans l'Yonne, le recours à l'intérim baisse moins fortement (respectivement -1,3 % et -1,7 %) que l'emploi intérimaire, l'industrie reculant plus modérément et le tertiaire marchand étant en hausse.

À l'inverse dans la Nièvre et en Haute-Saône, le recours à l'intérim baisse davantage (respectivement -4,5 % et -3,9 %) que l'emploi intérimaire en raison d'un recul plus prononcé dans le tertiaire marchand.

## MESURER L'INTÉRIM

- **L'emploi intérimaire** est mesuré ici à l'établissement de travail temporaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'agence d'intérim à laquelle il est rattaché. Il peut effectuer sa mission dans un établissement qui se situe en dehors du périmètre régional. Cette définition est privilégiée dans les estimations d'emploi régionales et départementales de l'Insee, de l'Acoss et de la Dares. Elle permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.
- **Le recours à l'intérim** est mesuré à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire à l'établissement qui emploie l'intérimaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'établissement dans lequel il effectue sa mission et peut par conséquent résider dans une autre région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activité.

## ACTIVITÉ PARTIELLE : LES HEURES AUTORISÉES RECULENT AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2019

Les heures consommées d'activité partielle ont augmenté au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 par rapport à l'année précédente. Elles ont progressé dans tous les secteurs d'activité à l'exception de la construction et de l'agriculture.

Les heures autorisées qui sont un indicateur avancé de la situation économique, baissent au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Sur un an, le nombre de demandes diminue légèrement.

### Activité partielle : heures autorisées en Bourgogne-Franche-Comté

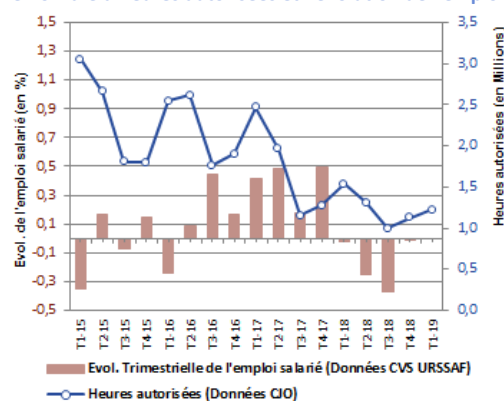
Données CJO*	BFC	
	T1 2019	Evol./T1 2018
(en nbre)		
<b>Heures autorisées</b>		
Nombre de demandes	321	-94
<b>Volume d'heures autorisées</b>	<b>1 219 413</b>	<b>-320 987</b>
dont :		
Agriculture	1 483	-4 625
Industrie	843 521	-150 463
Construction	149 379	-131 978
Commerce	35 063	-24 493
Services	189 967	-9 428
<b>Etablissements autorisés</b>	<b>309</b>	<b>-62</b>
dont : étabs de 50 sal. et plus	39	-16
<b>Nombre de salariés concernés**</b>	<b>2 378</b>	<b>-3 261</b>
<b>Total heures autorisées 12 mois glissés</b>	<b>4 654 019</b>	<b>-1 277 858</b>

\* corrigées des effets des jours ouvrables

\*\* nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Le nombre d'heures autorisées et l'évolution de l'emploi



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Activité partielle : heures consommées dans la région

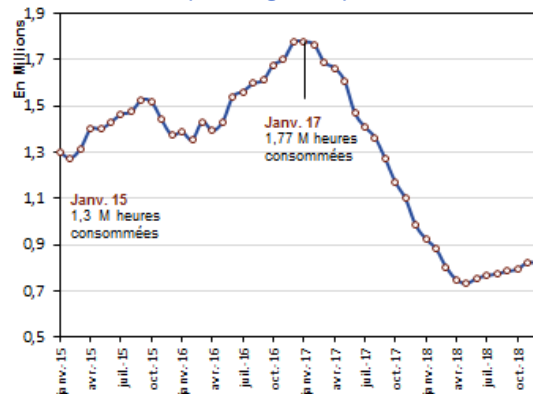
Heures consommées	BFC	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en nbre)
<b>Nombre d'heures consommées*</b>	<b>234 172</b>	<b>+33 273</b>
dont :		
Agriculture	640	-1 570
Industrie	169 623	+31 423
Construction	7 116	-10 202
Commerce	16 773	+2 075
Services	40 019	+11 547
<b>Etabs ayant consommé des heures</b>	<b>279</b>	<b>+3</b>
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	46	+17
<b>Nombre de salariés concernés**</b>	<b>3 154</b>	<b>+922</b>
<b>Total heures consommées 12 mois glissés</b>	<b>819 128</b>	<b>-165 610</b>

<sup>1</sup> Un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

\*\* nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissants)



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

## CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les créations d'entreprises (tous types d'entreprises confondues) augmentent au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 en Bourgogne-Franche-Comté par rapport à l'année précédente (+15,2 %). Elles augmentent dans tous les secteurs d'activité.

Les défaillances d'entreprises baissent (-4,6 %) au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Dans la région, 482 entreprises sont défaillantes et 1 188 emplois sont menacés. Le nombre d'emplois menacés diminue par rapport à l'année précédente (-8,6 %). Un peu plus du quart des emplois menacés se situe dans les services et un sur cinq dans l'industrie.

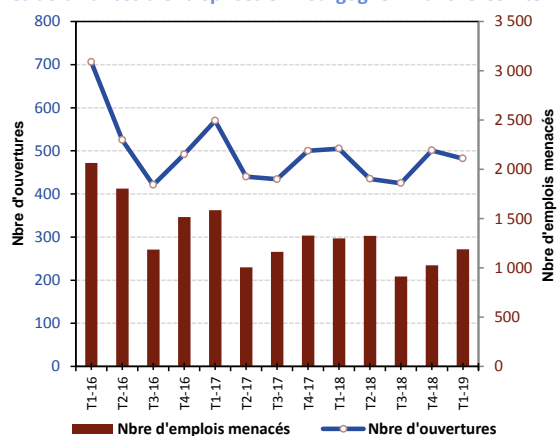
### Les créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T1 2019	Evol./T1 2018 (en %)
<b>Créations d'entreprises</b>		
<b>Nombre de créations d'entreprises</b>	<b>5 819</b>	<b>+15,2</b>
dont :		
Entreprises individuelles	1 688	+3,3
Micro-entrepreneurs	2 700	+28,5
Sociétés	1 431	+8,7
<b>Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur</b>	<b>3 119</b>	<b>+5,7</b>
dont :		
Industrie	217	+3,3
Construction	508	+2,0
Commerce	693	+0,1
Services	1 701	+9,7
<b>Total des créations sur 12 mois glissés</b>	<b>11 023</b>	<b>+7,6</b>

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

### Les défaillances d'entreprises en Bourgogne - Franche-Comté

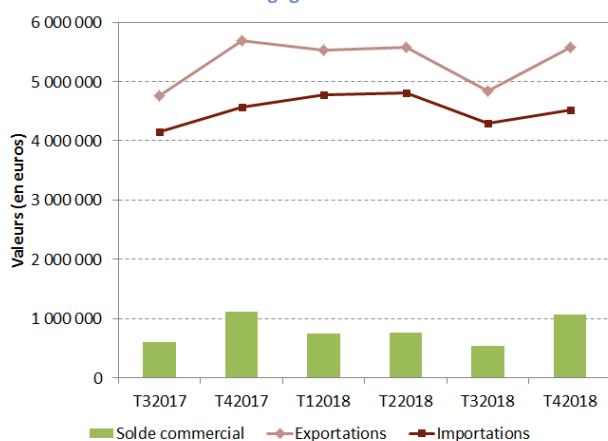


Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

## LES EXPORTATIONS REBONDISSENT NETTEMENT AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2018

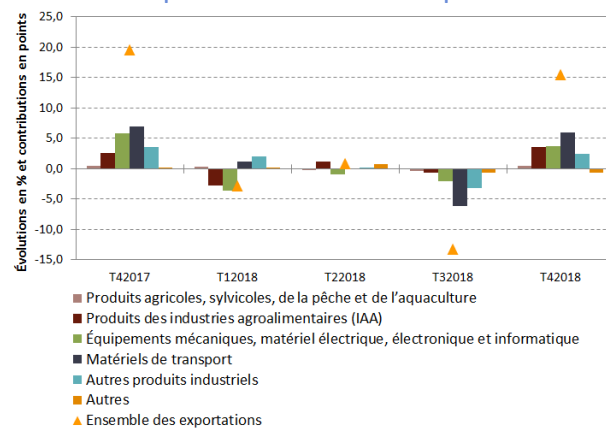
La Bourgogne-Franche-Comté représente près de 5,0 % des exportations de France métropolitaine<sup>8</sup>. L'Union Européenne est le principal débouché à l'export de la région. Les principaux partenaires sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique. Après avoir nettement fléchi au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, les exportations rebondissent fortement au 4<sup>e</sup> trimestre (+15,4 %). Cette hausse s'explique principalement par la progression des exportations des matériels de transport, des équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique, de l'industrie agroalimentaire et des autres produits industriels. Sur un an, les exportations reculent de 1,8 %.

### Le commerce extérieur en Bourgogne – Franche-Comté



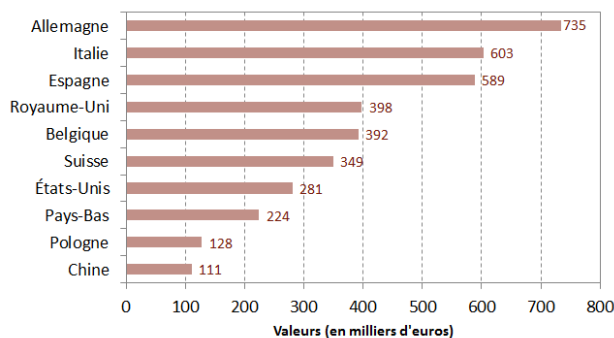
Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Évolutions des exportations et contributions des produits



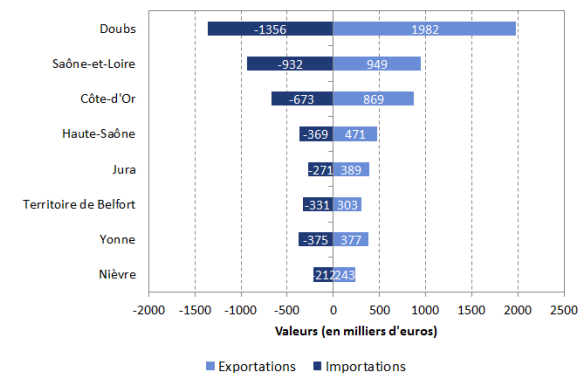
Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Exportations au T4 2018 : les principaux pays



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Le commerce extérieur dans les départements au T4 2018



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

<sup>8</sup> Chiffres du commerce extérieur pour la région et les départements, Direction générale des douanes, [https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)

## POUR EN SAVOIR PLUS

### PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté : un repli plus modéré au quatrième trimestre 2018 », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, avril 2019.
- « *Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – Direccte : Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, le repli de l'emploi salarié se confirme en Bourgogne-Franche-Comté* », Insee – Urssaf – Direccte, Insee Flash, janvier 2019.
- « *Statistiques trimestrielles des demandeurs d'emploi - 4<sup>e</sup> Trimestre 2018* », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne Franche Comté.
- « *La conjoncture agricole* », Draaf, Agreste, conjoncture agricole n°31, février 2019.
- « *La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté* », Tendances régionales, Banque de France, février 2019.
- « *La construction de logements neufs en Bourgogne - Franche-Comté à la fin janvier 2019* », DREAL Bourgogne Franche Comté.
- « *Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, mai 2019.
- « *Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, mai 2019.

### PUBLICATIONS NATIONALES :

- « *Éclairage territorial sur les demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2019 : Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C se stabilise* », Dares Indicateurs n°22, avril 2019.
- « *L'emploi intérimaire poursuit sa baisse au 4<sup>e</sup> trimestre 2018* », Dares Indicateurs n°12, mars 2019.
- « *Note de conjoncture - mars 2019 : Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tension* », Insee, mars 2019.
- « *Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages ralentit en moyenne annuelle malgré la hausse très forte du quatrième trimestre (+1,1 %)* », Comptes nationaux trimestriels – première estimation (PIB) - quatrième trimestre 2018, mars 2019.
- « *En avril 2019, le climat des affaires en France est stable et le climat de l'emploi est moins favorable* », Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, avril 2019.
- « *Au quatrième trimestre 2018, l'emploi salarié accélère légèrement dans le privé et demeure quasi stable dans la fonction publique* », Insee, Estimation flash de l'emploi salarié - quatrième trimestre 2018, mars 2019.
- « *Le taux de chômage diminue de 0,3 point au quatrième trimestre 2018* », Insee flash, mars 2019.
- « *Chiffres du commerce extérieur* » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :  
[https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)